

## Motion relative à la gestion de la crise Covid-19 et au dénigrement des personnels.

Les personnels enseignants du collège Pablo Picasso souhaitent faire part des difficultés qui ont été les leurs durant cette crise et du sentiment d'injustice qui les assaillent avec le dénigrement qu'ils subissent actuellement.

À l'annonce de la fermeture des établissements, le jeudi 12 mars au soir, rien n'était préparé. Cette crise et la suspension des cours en présentiel a pris tout le monde de cours. Alors que nous attendions, en vain, des consignes claires sur les actions à mettre en place, nous avons dû, seuls et dans l'urgence, nous réinventer. Tout n'a pas été parfait mais nous avons fait au mieux. Nous nous sommes battus, avec des plateformes qui n'étaient pas prêtes à recevoir un tel volume de connexions, pour assurer au mieux la « continuité pédagogique ». Nous avons dû, en un week-end, refaire nos cours, nous adapter, faire au mieux. Si tout est toujours perfectible, nous n'avons pas fait déshonneur au service public d'Éducation Nationale dans notre implication. Ce travail, nous l'avons fait sans compter nos heures, en utilisant nos outils personnels (connexion, téléphone, ordinateur, scanner...), à nos frais. Nous avons essayé de maintenir au mieux le lien avec les élèves pour assurer à la fois la continuité pédagogique et un lien social dans une période parfois très difficile pour eux. Certains de nos collègues ont été touchés, certains de nos collègues ont perdu un proche.

Qui plus est, tout a été rendu difficile par la parole de notre ministre sans cesse contredite par le président ou le premier ministre. « Les écoles ne fermeront pas », et une déclaration présidentielle à l'inverse le lendemain soir. « Les professeurs se rendront dans les établissements scolaires », et une infirmation du premier ministre. Nous ne pouvions compter que sur les organes de presse pour nous informer.

Il en fut de même avec le déconfinement, avec des annonces à appliquer dans un laps de temps trop court. Cette crise a mis en évidence le décrochage absolu entre les décisions ministérielles ou présidentielles et leur application concrète sur le terrain.

Nous avons collaboré à la mise en place du protocole sanitaire dans notre établissement. Plus que jamais, nous avons ressenti la centralisation des décisions et la décentralisation des responsabilités (aux directeurs, aux chefs d'établissement, aux collectivités locales). L'application de ce protocole conduit à un accueil limité des élèves.

Durant cette crise, nous avons souffert. Souffert de ne pas voir nos élèves, car il est plus évident que jamais que c'est en présentiel que nous pouvons exercer notre métier. Souffert de devoir se débrouiller, sans savoir quel cap viser, sans avoir d'outils à notre disposition. Nous avons fourni une masse de travail qui dépasse largement nos obligations réglementaires de service, sans aucune compensation financière. Nous avons tenu comme principe de maintenir une continuité pédagogique qui ne défavoriserait pas nos élèves les moins équipés, bénéficiant des conditions de travail les moins idéales à domicile... Ce travail, de fond, parfois invisible, est de longue haleine...

Pire que cela, nous avons subi une véritable campagne de dénigrement, à laquelle des parlementaires de la majorité au pouvoir, des ministres et des médias ont participé. Pourtant, Pronote, solution privée qu'utilise, faute de mieux, une partie des établissements dont le nôtre, a fait les comptes : pendant la phase de confinement, ce sont 14 626 234 travaux qui ont été donnés, 526 400 QCM conçus, 18,5 téra-octets de documents ont été transmis (soit l'équivalent... de pratiquement l'ensemble des livres des bibliothèques publiques allemandes). Ces chiffres, qui ne représentent qu'une partie de l'implication des personnels, démontrent la force de travail déployée par les personnels enseignants de l'Éducation Nationale.

Sur RTL, ce mercredi 10 juin, Jean-Michel Blanquer a déclaré en parlant d'enseignants : « il y a des personnes qui n'ont pas été tout à fait à la hauteur de leur devoir ». Cela est sans doute également valable pour certains ministres.

Les personnels enseignants du collège Pablo Picasso, Montfermeil